

LA GRANDE BRETAGNE ET LA PAIX SÉPARÉE DE LA ROUMANIE

(AUTOMNE 1917 — PRINTEMPS 1918)

Durant les derniers mois de 1917, le front russe était en désarroi. C'était le résultat d'un processus qui avait commencé plusieurs mois plutôt. Des bandes de soldats bolchévisés, de mutins, de déserteurs déferlaient du front. L'armée russe se démembrait lentement. Les officiers n'étaient plus obéis, les transports, précaires avant, sont devenus impraticables. Au-delà du front la famine sévissait. En Russie l'autorité publique s'écroulait rapidement et la situation générale devenait chaotique¹.

En Roumanie, l'Armée Royale continuait à tenir bon. La défection des Russes a rendu aux Roumains la tâche difficile. Le refus de leurs soldats de continuer la lutte était tel que des régiments entiers, des divisions même, se mirent à quitter les tranchées, assez souvent durant l'attaque, sans prévenir leurs alliés roumains, en créant par cela faire des vides de troupes, qu'on devait combler avec des unités exténuées de l'Armée Roumaine, dont la force totale ne montait, après Mărăști, Mărășești, Oituz, qu'à 18 divisions d'infanterie et de cavalerie, qui avaient aussi pour tâche de faire la police de l'intérieur. L'extension du front de l'Armée Roumaine, opérée dans le but de remplacer les mutins et les déserteurs russes, a soumis sa force combative à une telle pression qu'une éventuelle attaque allemande pouvait provoquer un désastre.

Qui plus est, les soldats russes qui quittaient le front non seulement désorganisaient les lignes de défense, mais ils s'adonnaient aussi au pillage, en dévastant les entrepôts de l'Armée Roumaine, en maraudant. En Roumanie, on était amené à craindre que la vie normale ne soit dérangée sur le territoire se trouvant encore sous contrôle national. Très souvent, des bandes de soldats russes montaient des démonstrations dans les villes roumaines. Leur hostilité, toujours croissante, les a poussés à des actes violents, qui se transformaient souvent en vraies batailles avec l'Armée Roumaine (entraînant parfois des échanges d'artillerie) qui se voyait contrainte de les désarmer².

Le gouvernement roumain et son armée étaient fermement décidés de résister, malgré les rumeurs conformément auxquelles l'influence d'une certaine part de la société roumaine, qui pensait qu'il aurait été

¹ Général J. E. Vallui, *La Première Guerre Mondiale*, II, 1916—1918, p. 91.

² Glenn E. Torrey, *General Henry Berthelot and Romania. Memoires et Correspondence 1916—1919*, New-York, 1987, p. 45.

mieux de conclure la paix, s'amplifiait. Toujours est-il que les conditions militaires se détérioraient constamment et la perspective d'un encerclement total de la Roumanie et de ses forces combattantes par l'ennemi se faisait plus menaçante, surtout après le coup d'État bolchévique du 7 novembre 1917. De surcroît, les pourparlers avec le gouvernement ukrainien n'ont abouti à rien et sa contribution présumptive à la lutte contre les Centraux ne s'est pas matérialisée. Sur le fond de l'hostilité toujours plus menaçante des autorités soviétiques envers la Roumanie, le gouvernement de celle-ci a dû accepter l'idée d'entamer des pourparlers pour un armistice, voire une paix ultérieure avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Cela ne pouvait pas plaire aux Alliés Occidentaux, qui n'acceptaient pas les arguments du gouvernement roumain, qu'ils considéraient exagérés. Mais au début du mois de mars 1918, quand le gouvernement soviétique a signé le Traité de Paix de Brest-Litovsk et les armées des Puissances Centrales continuaient de pénétrer en Ukraine, où elles avaient été invitées par la Rada, après le 9 février, la Roumanie s'est trouvée complètement encerclée et sa situation est devenue désespérée. Les fournitures de guerre venant de l'ouest n'arrivaient plus dans le pays. Le gouvernement devait accepter les négociations.

Après avoir signé l'armistice du 9 décembre 1917 à Focșani, trois possibilités restaient ouvertes à la Roumanie: 1. résister et combattre jusqu'à la limite de ses forces; 2. négocier afin de gagner du temps; 3. signer une paix séparée.

En Angleterre et en France l'infortune de la Roumanie était considérée avec sympathie, mais on sait bien que le sentiment public ne s'accorde pas toujours avec la politique des gouvernements. Quoique d'éminentes personnalités politiques et militaires, comme Albert Thomas, le ministre français des armements, aient affirmé plus tard que c'étaient les Roumains qui avaient le droit de se plaindre d'avoir été trahis, si trahison il y avait, et non les Puissances de l'Entente³, qui, dès le début, s'étaient montrées incapables de satisfaire à leurs obligations de par le Traité du 17 août 1916, conclu avec la Roumanie. Le point de vue officiel des Gouvernements Alliés était qu'au cas où la Roumanie signerait une paix séparée, les clauses du Traité de 1916 deviendraient caduques. Il y avait, pourtant, des différences d'opinion, mais l'attitude apparemment plus intransigeante de la France et celle plus accommodante de l'Angleterre n'étaient séparées que par courants sous-jacents, des intérêts nationaux respectifs. C'est pourquoi il convient de souligner l'attitude de certains leaders, militaires et diplomates, qui, quoique confrontés à d'énormes difficultés causées par une guerre ravageuse, portant le fardeau des grandes responsabilités envers leurs pays qu'ils devaient défendre, ont vu les choses sous leur vraie lumière et ont pris une position réaliste à l'égard de la situation où se trouvait la Roumanie.

Il n'y avait pas de contradiction essentielle entre les attitudes de la France et de l'Angleterre concernant la Roumanie. Cela pourrait sembler paradoxal que la France, l'amie la plus proche de la Roumanie

³ Apud *România în anii Primului Război Mondial*, 2, p. 416; Raymond Recouly, *Le Mémorial de Foch*, Paris, 1929, p. 66.

parmi les Puissances de l'Entente ait fait montré d'une attitude plus rigide à l'égard d'une éventuelle paix séparée roumaine, mais pour comprendre sa position il faut prendre en considération la présence de l'ennemi sur son territoire, les ravages causés par la guerre, le caractère impétueux de Georges Clemenceau.

Les Français étaient plus intéressés bloquer en Roumanie un nombre aussi grand que possible de soldats des Puissances Centrales, et, après le 7 mai 1918, à mettre à profit, aux dires d'un historien, „... Romania's exit from the war as a justification for voiding promises of Austrian-Hungarian territory made to Romania...“⁴. C'est là qu'il faut chercher l'essence du problème. Se trouvant à l'accul en 1916, les Alliés avaient promis ce que maintenant devenait toujours plus difficile à tenir, étant donné qu'un autre allié balkanique, la Serbie, qui n'était pas au courant de l'arrangement avec la Roumanie, voulait aussi obtenir une part du même territoire austro-hongrois. En outre, la France considérait cette zone de l'Europe Orientale comme appartenant à sa sphère d'influence et entendait que sa volonté fût respectée dans toutes les démarches concernant les événements politiques et militaires qui avaient lieu sur ce territoire.

L'attitude de l'Angleterre se montrait plus flexible, au moins elle semblait l'être, car le gouvernement britannique, même s'il s'accordait en principe avec les Français, ne méprisait pas une politique est-européenne qui pouvait mettre à profit les chances d'élargir son influence, même si au détriment de la France.

Au début de l'automne 1917, comme le Front Russe se désagrégeait, les ministres Alliés en Roumanie et les attachés militaires ont été instruits par leurs gouvernements à s'opposer à tout courant ou initiative de paix. On leur a demandé de faire des efforts pour maintenir la Roumanie en guerre à n'importe quel prix, mais personne ne semblait avoir essayé d'étudier avec réalisme sa capacité de continuer la lutte⁵.

Tel était le point de vue officiel des gouvernements des Alliés, mais l'approche concrète différait d'un pays à l'autre. L'opinion générale du gouvernement roumain était qu'après avoir combattu de toutes ses forces, insuffisamment soutenue par ses Alliés, la Roumanie devait obtenir ce qu'on lui avait promis en 1916, même si une paix séparée était signée au moment où la continuation de la guerre ne serait plus possible sans mettre en danger l'existence même de l'État, de l'Armée et de la Dynastie.

Les opinions de certains des représentants Alliés à Jassy différaient parfois des points de vue de leurs gouvernements en ce qui concernait la façon de laquelle l'éventualité d'une paix roumaine séparée devait être considérée. C'était le cas, par exemple, de Sir George Barclay, le ministre britannique à Jassy, l'un des mieux informés diplomates de la capitale roumaine, un homme sincère, franc et honnête, très scrupuleux dans les rapports qu'il envoyait à Londres. Mais, même alors qu'il se trouvait en désaccord avec le point de vue officiel du Foreign Office, il devait se conformer à la politique que menait son gouvernement et

⁴ Glenn E. Torrey, *op. cit.*, p. XXXI

⁵ 1918 *la români*, II, p. 976.

qu'il devait traduire en actions, là où il était chargé de représenter l'Angleterre⁶.

Confronté à la complexité de la situation du Front Roumain à la fin de 1917, le ministre de la Grande Bretagne trouvait, d'accord avec les vues du général Berthelot, que la meilleure attitude que les Alliés pouvaient choisir était de s'opposer catégoriquement à toute initiative de paix, bien qu'il sût que la Roumanie était au bout de souffle et qu'une retraite en Russie du Sud, qu'il considérait comme une bévue militaire, n'était pas possible. Il pensait, de même que son collègue français, le comte de Saint-Aulaire, qu'en procédant de cette manière on pouvait gagner du temps, mais il est assez difficile de comprendre la motivation d'une position aussi contradictoire (surtout si on se souvient qu'à son opinion les Roumains n'étaient plus à même de continuer la guerre) si on ne prend pas en considération l'obligation qu'il avait de poursuivre une politique apte à promouvoir avant tout les intérêts britanniques. Il a continué à demander au gouvernement roumain de résister et de se retirer avec l'Armée, s'il était nécessaire, en Russie Méridionale, affirmant en permanence que la Grande Bretagne n'accepterait pas une paix légale séparée de la Roumanie (une paix signée par un gouvernement dûment constitué)⁷. Cette position ambiguë n'était pas de son choix. Il n'était pas autorisé à décider sur place d'une question aussi importante. Il demande à son gouvernement de Londres des instructions plus claires, sans équivoque. Celles qu'il détenait n'étaient pas tout-à-fait en accord avec celles du ministre français de Jassy, car tandis que celui-ci était catégoriquement instruit à refuser carrément son consentement si la Roumanie allait commencer des négociations de paix, Sir George Barclay devait se contenter, au cas d'une urgence, d'indications beaucoup plus évasives, qui lui permettaient de se fier à son jugement et d'acquiescer; s'il n'était pas instruit autrement, „... to a separate peace unless there was fair chance of having valuable fighting force evacuating into and [main]taining in South [Russia]“⁸. Le courant pacifique ne pouvait être arrêté à son avis que par une intervention catégorique de l'Entente.

Les louvoiments de la politique du Cabinet Britannique compliquaient considérablement la tâche de Sir George Barclay. Les documents d'archive montrent sans équivoque qu'au Foreign Office la direction essentielle de la politique britannique concernant la Roumanie était tracée par un groupe restreint de chefs, qui n'informaient pas toujours leur représentant sur tous les détails, de sorte que souvent Sir George Barclay ne savait pas tout ce qui se passait dans les coulisses. Par exemple, sur le dos de la feuille qui contenait son rapport du 7 janvier 1918, Lord Hardinge of Penshurst, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, a écrit: „It is clear that both M. Bratiano and Sir G. Barclay hope that if Romania holds on long enough to prove that it is nothing but force majeure which has forced her to yield, then she can claim that she has herself carried on the spirit of the Treaty of August 1916 and that the Allies on their part are bound to carry out the stipulation that they will secure large accretion of territory for Romania in Transyl-

⁶ Direcția Generală a Arhivelor Statului București, rola 389, Anglia passim.

⁷ *Idem*, cadrulul 134.

⁸ *Idem*, cadrele 134—135.

vania, Galicia and the Banat. I submit that we should make it quite clear to Sir G. Barclay that if Romania makes peace, *even with our consent*, the Treaty of 1916 will *ipso facto* lapse, making it clear that this is in no way a threat to Romania but merely a precaution to safeguard ourselves against a possible future chance of breach of faith⁹.

C'est bien improbable que Sir George Barclay ait eu les mêmes opinions que Ion I. C. Bratiano, même s'il était tout aussi conscient que le premier ministre roumain de la situation désastreuse du Front Roumain, mais tout comme le général Berthelot, qui s'est vu souvent accusé à Paris d'être trop sensible aux intérêts roumains, le ministre britannique à Jassy semblait, si on le considérait de Londres, avoir adopté les intentions de Bratiano et sa façon de penser, quoiqu'il exécutât minutieusement les ordres venant du Foreign Office, car il s'efforçait d'accomoder les intérêts et la politique de la Grande Bretagne en Roumanie aux efforts de son gouvernement de trouver l'issue d'une situation presque désespérée sans nuire aux aspirations de la nation roumaine.

Il semble que durant le mois de janvier 1918 les hommes d'État britanniques commencèrent à essayer de se débarrasser des engagements pris envers la Roumanie par le Traité de 1916. Conformément à une opinion assez répandue au Foreign Office, la politique de Bratiano, avec laquelle Sir George Barclay aurait eu quelque „sympathie“, consistait à manipuler les Anglais et les leurrer dans une situation où, par suite de l'encerclement complet de l'Armée Roumaine et de la totale débâcle de la Russie Méridionale, ils ne pourraient qu'accepter la conclusion d'une paix légale séparée¹⁰. Ceci venait à l'encontre des intentions du gouvernement de Londres et certains hauts fonctionnaires du Foreign Office, pensaient qu'il était plus sage de ne pas laisser au premier ministre roumain et à Sir George Barclay l'impression qu'une pareille démarche aboutirait.

Tout en réclamant des instructions explicites, Sir George Barclay, à son tour, bien qu'il fût pessimiste en ce qui concernait l'intention réelle des Roumains de continuer la guerre, conseillait son gouvernement de concentrer l'effort militaire des Alliés en Russie, sur le Done, où, pensait-il, le général Alexieff, qu'il considérait comme digne de confiance, avec d'autres officiers, qui le rejoindraient, allaient constituer un grupe d'armées assez solide pour pouvoir barrer l'avance ennemie au Sud-Est¹¹. Sollicité continuellement par son gouvernement de stimuler la résistance roumaine, Sir George avait sous ses yeux la détérioration de la situation du front, sur laquelle il informait Londres promptement et correctement. Mais, les Alliés se limitèrent à donner au gouvernement roumain des assurances verbales, comme celles qui promettaient que les Puissances de l'Entente maintiendraient une vive et énergique activité militaire sur les autres fronts et qu'elles entreprendraient des démarches pour aplanir le conflit entre la Roumanie et les Maximalistes de Moscou. Le gouvernement britannique n'a pas envoyé à Sir George Barclay les instructions claires qu'il avait réclamées maintes fois, mais il n'a pas cessé pour autant de lui demander à persuader le gouvernement roumain de combattre jusqu'à la dernière limite, en maintenant toutes ses options ouvertes, par

⁹ *Idem*, cadrele 160—161.

¹⁰ *Idem*, cadrulul 164.

¹¹ *Idem*, cadrulul 247.

cette position ambiguë qu'il a adoptée, jusqu'à la fin, mais sans encourager les Roumains qu'au cas où la débâcle totale du front provoquerait une inévitable conclusion de la paix, ils pouvaient compter sur l'aide de l'Angleterre pour leurs aspirations nationales, en vertu des stipulations du Traité de 1916, mais évitant en même temps, de couper court à toute illusion de ce genre.

Après le 7 mai 1916, le gouvernement de Londres déclarait: „As regards the last part of the question, His Majesty's Government have the deepest sympathy with Romania in the cruel position in which she has been placed and it will certainly be our endeavour to obtain at the eventual Peace Conference a revision of the harsh terms which have been imposed“¹².

Les belles paroles ne peuvent jamais remplacer les actions et sympathiser avec un allié tombé était chose aisée. À partir de ce moment, les Puissances de l'Entente se considérèrent délivrées de toute obligation contractée par le Traité de 1916, malgré les centaines de milliers de morts, la dévastation presque totale du pays, les conditions inexorables créées par la défection russe, sans prendre en considération le manque d'une aide réelle que les Alliés avaient promis maintes fois sans pouvoir toujours tenir parole. Les intérêts des Grandes Puissances ont prévalu. La chute de la Roumanie, que provoqua une trame extrêmement compliquée de déterminants, devenait, en frappant une petite nation, un péché plutôt qu'une tragédie. Une grande puissance peut pécher, une petite ne le peut pas. La philosophie de grande puissance faisait dire à Robert Lansing, en mai 1918: „...as long as there was a chance of entering into a separate peace with Austria-Hungary, it was wise and expedient to attempt to do so even though it was contrary to the just claims of the nationalities within the Empire“¹³.

L'attitude de la Grande Bretagne envers la signature d'une paix séparée par la Roumanie a pu sembler plus flexible que celle de la France. Temporairement elle fut évasive dans son expression diplomatique, mais comme celle de tous les Grands Alliés de la Roumanie, elle se montre avoir été, du début jusqu'à la fin, intransigeante en ce qui concernait l'essence du problème.

G. CIPĂIANU

¹² *Idem*, rola 390, cadrele 313, 390.

¹³ Apud Ivo Lederer, *Yugoslavia at the Paris Peace Conference*, New Haven and London, 1963, p. 34—35.